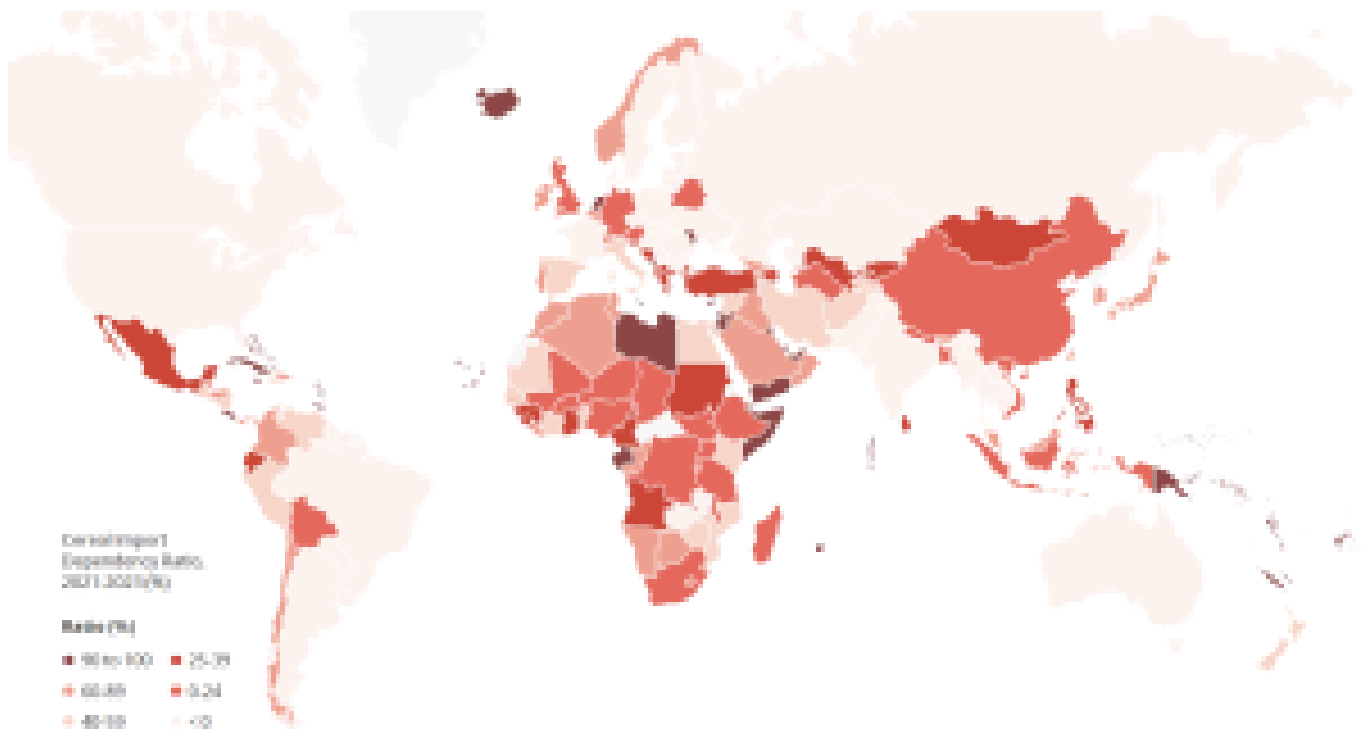


Nouvelle géopolitique de l'alimentation : l'impératif d'une « autonomie alimentaire résiliente » pour les États

23 juin 2026

Un rapport de l'International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES Food), de mars 2026, décrit l'émergence d'une nouvelle géopolitique de l'alimentation. Les tensions internationales, le recul de l'aide publique au développement et l'affaiblissement du multilatéralisme fragilisent les chaînes d'approvisionnement et entretiennent la volatilité des prix alimentaires. Cette situation révèle les limites d'un modèle de libre-échange en flux tendus, surtout pour les pays du Sud très dépendants des importations (figure).

Dépendance aux importations de céréales des pays de la planète (2021-2023)



Source : IPES Food

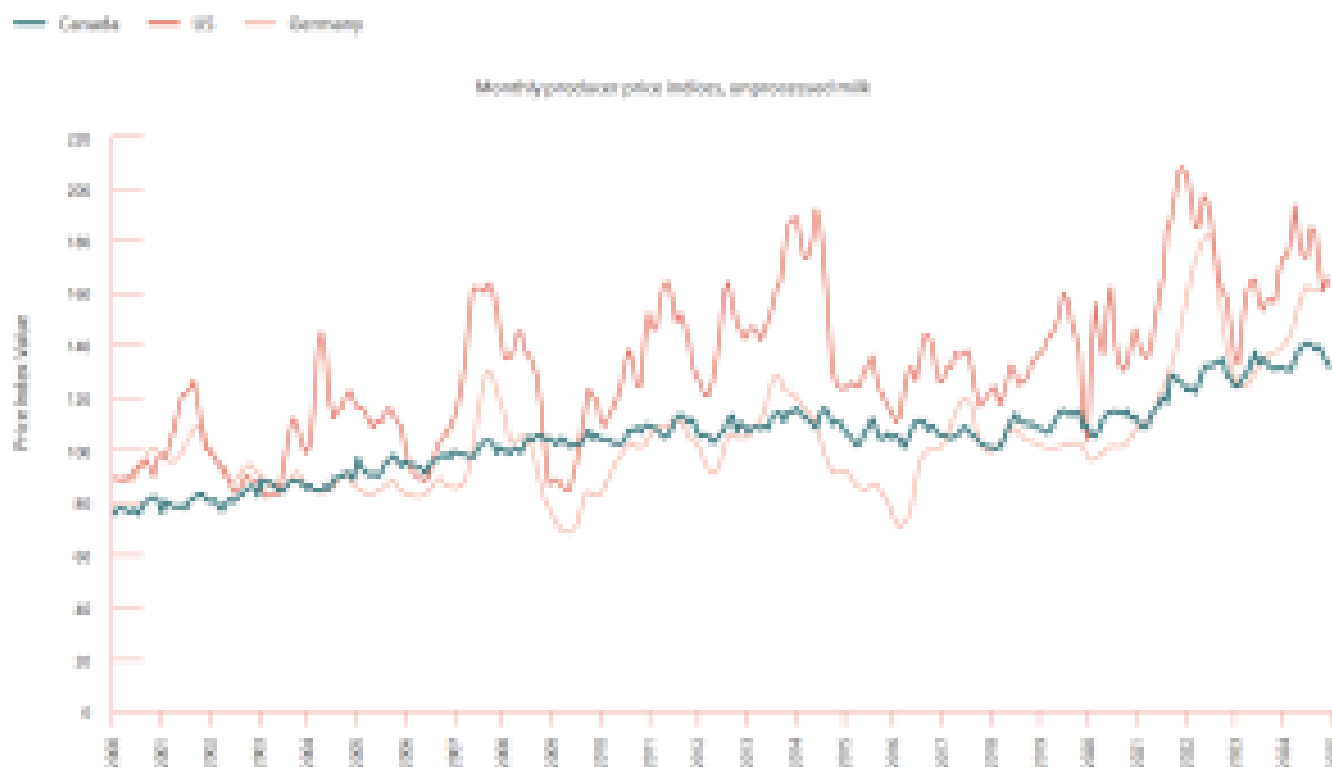
Lecture : le taux de dépendance aux importations de céréales d'un pays correspond à la part des céréales importées par rapport à l'ensemble des céréales disponibles sur le territoire national (production nationale + importations – exportations).

Face à ces perturbations, les auteurs défendent une « autonomie alimentaire résiliente » des États, fondée non pas sur le protectionnisme mais sur les productions locales, la diversification agricole, et le soutien à des modèles moins dépendants des énergies fossiles et des intrants industriels.

Le rapport insiste sur le rôle central des outils de gestion des marchés pour stabiliser les systèmes alimentaires. Les politiques de stockage public constituent un premier levier. L'exemple de l'Inde montre qu'un système public d'achat et de distribution de céréales atténue les effets des crises internationales sur les prix intérieurs, et protège consommateurs comme agriculteurs. Grâce à des prix garantis et à des réserves stratégiques, le pays est parvenu à stabiliser son marché domestique lors des crises de 2007-2008 et du Covid-19. Le système régional de réserves alimentaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) illustre, quant à lui, l'intérêt de la mutualisation des stocks et de la solidarité régionale. Le programme combine plusieurs niveaux d'intervention complémentaires : des stocks communautaires locaux, des stocks gouvernementaux, une réserve régionale d'une capacité de 42 000 tonnes de céréales et, en dernier recours, des mécanismes de mobilisation de l'aide internationale.

Les auteurs analysent par ailleurs les politiques de gestion de l'offre. À partir de l'exemple du secteur laitier canadien, ils montrent que les quotas de production, les prix garantis et la protection douanière réduisent la volatilité des prix à la production (figure), limitent le gaspillage en période de crise et soutiennent les exploitations familiales.

Indice mensuel des prix à la production du lait depuis les années 2000 : comparaison Canada, États-Unis, Allemagne



Source : IPES Food

Lecture : l'indice des prix représenté en ordonnée est construit à partir des données nationales canadiennes sur le prix du lait cru, en prenant 2015 comme année de base (indice 100).

Le rapport souligne également les limites de ces politiques. Le stockage public est coûteux et il suppose une gouvernance solide. L'expérience de la CEDEAO l'illustre, entre difficultés à atteindre les objectifs de constitution de stocks physiques et fragmentation politique (retraits du Mali, du Niger et du Burkina Faso). Les mécanismes de gestion de l'offre sont par ailleurs critiqués pour leur impact potentiel sur la hausse des prix à la consommation et les risques de distorsion de marché. Selon les auteurs, ces critiques sous-estiment toutefois les bénéfices sociaux, territoriaux et environnementaux de systèmes agricoles plus diversifiés et stables.

Delphine Acloque, Centre d'études et de prospective

Source : [IPES Food](#)